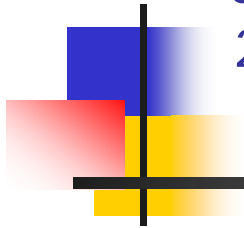


# Situation économique et sociale en France

Journées d'été de l'Ufict

27 et 28 août 2008



Nasser Mansouri Guilani



# Quelques chiffres (1/4)

---

- La croissance économique se ralentit
  - Taux de croissance du PIB
    - T4/07 0,4%
    - T1/08 0,4%
    - T2/08 -0,3%
  - Prévisions
    - Gouvernement (cf. budget 2008): 1,5 à 2%
    - Banque de France (dernières prévisions): 1%



## Quelques chiffres (2/4)

---

Évolution trimestrielle (en %)	T4/07	T1/08	T2/08
Investissement	1,1	1,2	-1,0
Consommation	0,5	-0,1	0,1



# Quelques chiffres (3/4)

Évolution de l'emploi salarié (fin du trimestre, en milliers)

	T2/07	T1/08	T2/08
secteurs marchands	62,4	57,4	-12,2
Industrie	-8,9	-12,1	-11,6
Construction	12,9	12,0	8,3
Tertiaire	58,4	57,4	-9,0
Intérim	-7,7	15,9	-45,3



## Quelques chiffres (4/4)

---

- Chiffres Insee, 2007
  - 2,1 millions de personnes au chômage (au sens du BIT)
  - 1,4 million de personnes en situation de sous-emploi
- Cf. également la brochure Cgt: Cinq millions d'exclus du travail pour des raisons économiques



# Le problème

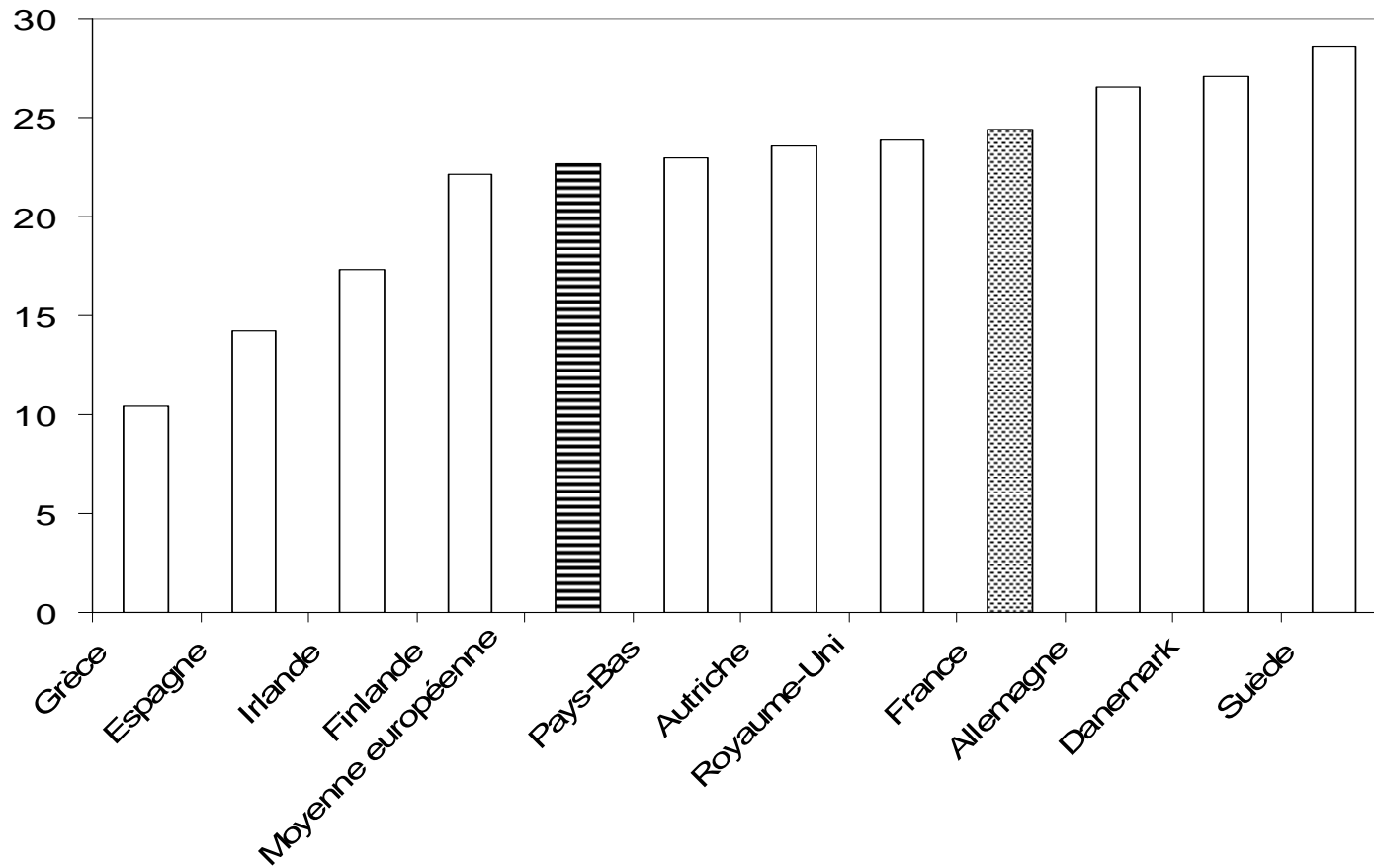
---

- Ni la mondialisation
  - Cf. rôle et place des entreprises françaises et de l'État français dans le monde
- Ni le coût prétendument élevé du travail



# Les faits

Coût horaire du travail (en euros)

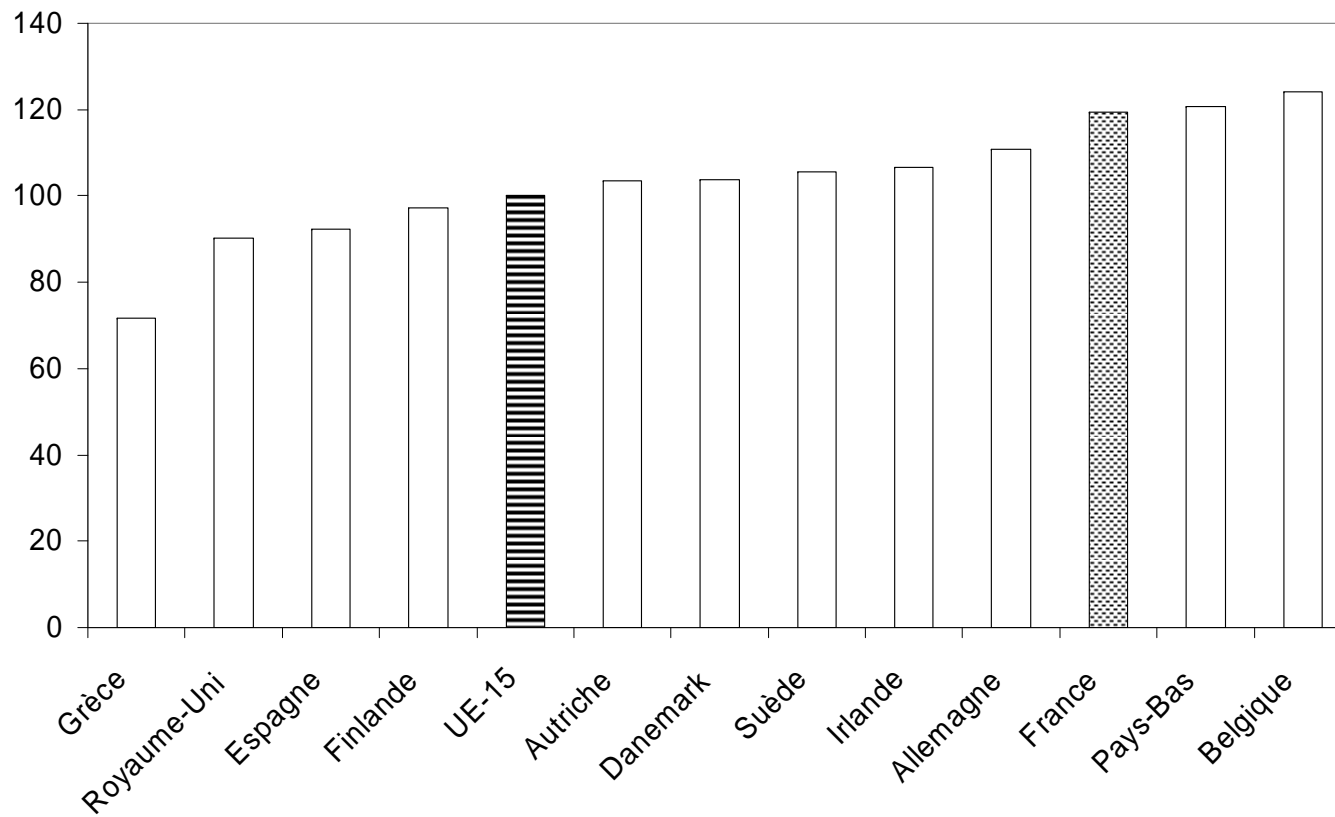




# Les faits

---

## Productivité horaire du travail







# Le problème

---

- Une faible productivité globale des facteurs, résultant particulièrement d'une faible productivité apparente du capital; problème particulièrement grave dans le contexte de la mondialisation
- Une stratégie patronale marquée par une forte pression de l'exigence de rentabilité
- Des choix politiques qui pénalisent le travail et privilégient les intérêts du capital



# La traduction de ce problème

---

- La traduction de ce problème dans les chiffres globaux (macroéconomiques) est:
  - Un partage de la valeur ajoutée au détriment des travailleurs
  - Avec son corollaire, une dérive dans la financiarisation de l'activité productive



## Rappel (1/2)

### Partage primaire de la valeur ajoutée

---

- $VA = \text{Production} - \text{Consommation intermédiaire}$
- La VA est partagée dans un premier temps entre le travail et le capital. C'est le **partage primaire** de la valeur ajoutée
- La différence entre la valeur ajoutée et le salaire (y compris les cotisations sociales) représente le **profit brut**

$$EBE = VA - \text{rémunération des salariés}$$

$$EBE/VA = \text{Taux de marge}$$



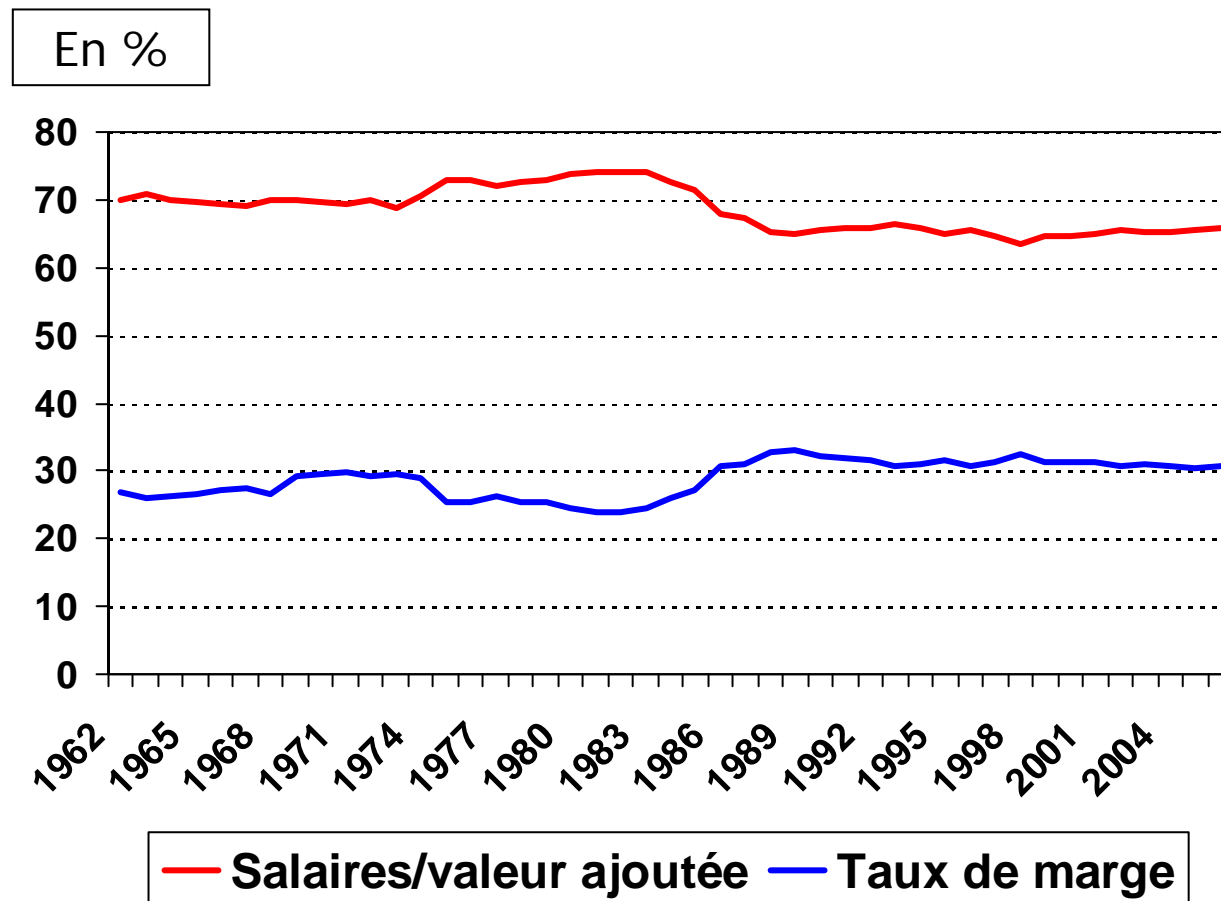
## Rappel (2/2)

### Partage secondaire de la valeur ajoutée

---

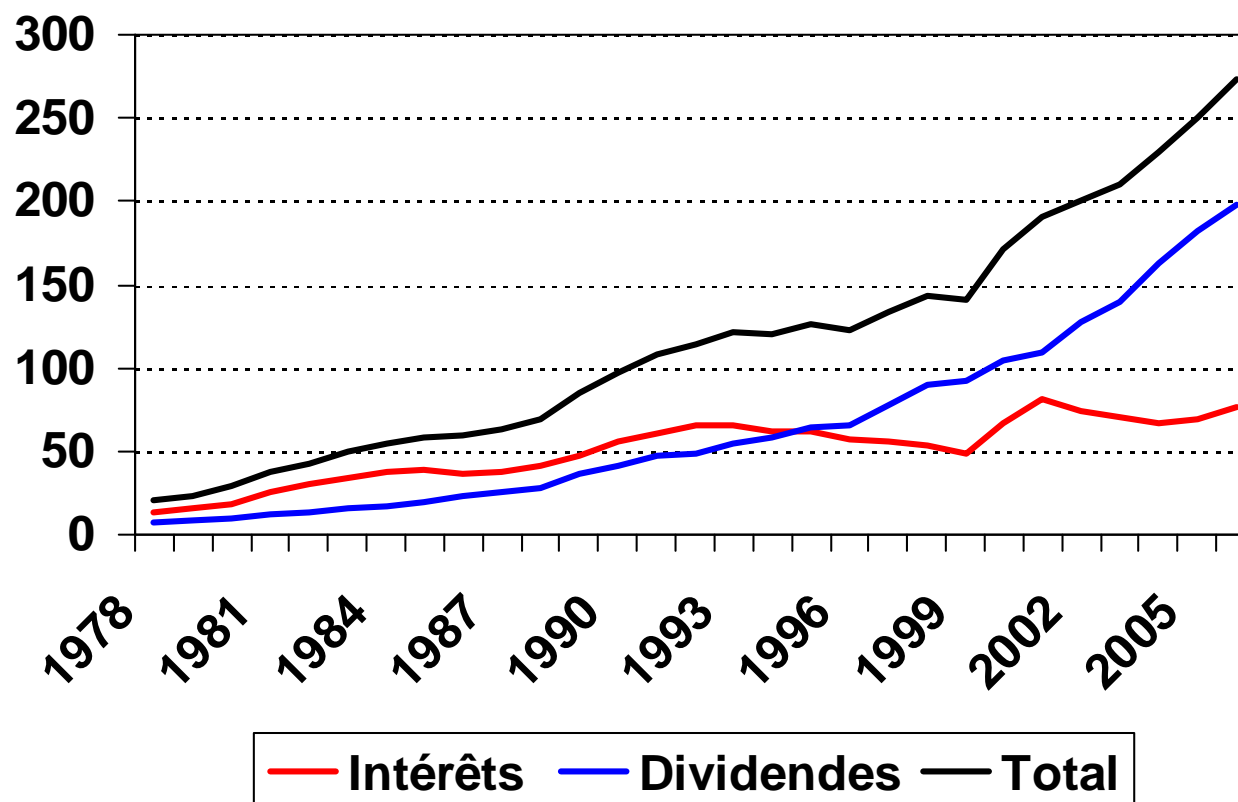
- Dans une société capitaliste, l'existence d'EBE se justifie pour trois raisons:
  - 1°) Pour répondre aux besoins évolutifs de la société, il faut régénérer et améliorer l'appareil productif; autrement dit, il faut investir;
  - 2°) Il faut aussi penser à la vie dans la cité; on a par exemple besoin d'écoles, d'hôpitaux, de routes;
  - 3°) Enfin, il faut rémunérer le capital...
- Tout le problème est de savoir comment cet excédent est réparti entre ces trois destinations.
- C'est l'enjeu du **partage secondaire** de la valeur ajoutée à partir de l'EBE

# Un partage primaire de la valeur ajoutée au détriment des salariés (entreprises industrielles et de services non financières)



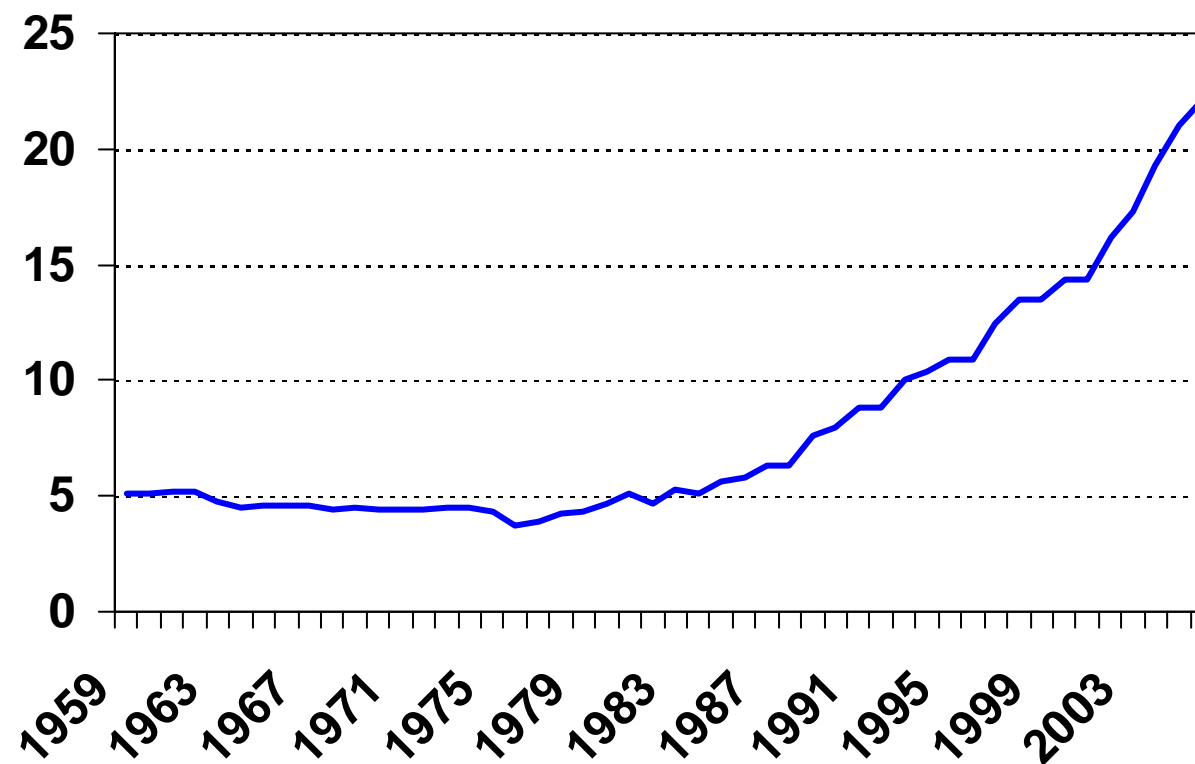
# Un partage secondaire de la valeur ajoutée au bénéfice des détenteurs de capitaux... (1/2)

Mds €



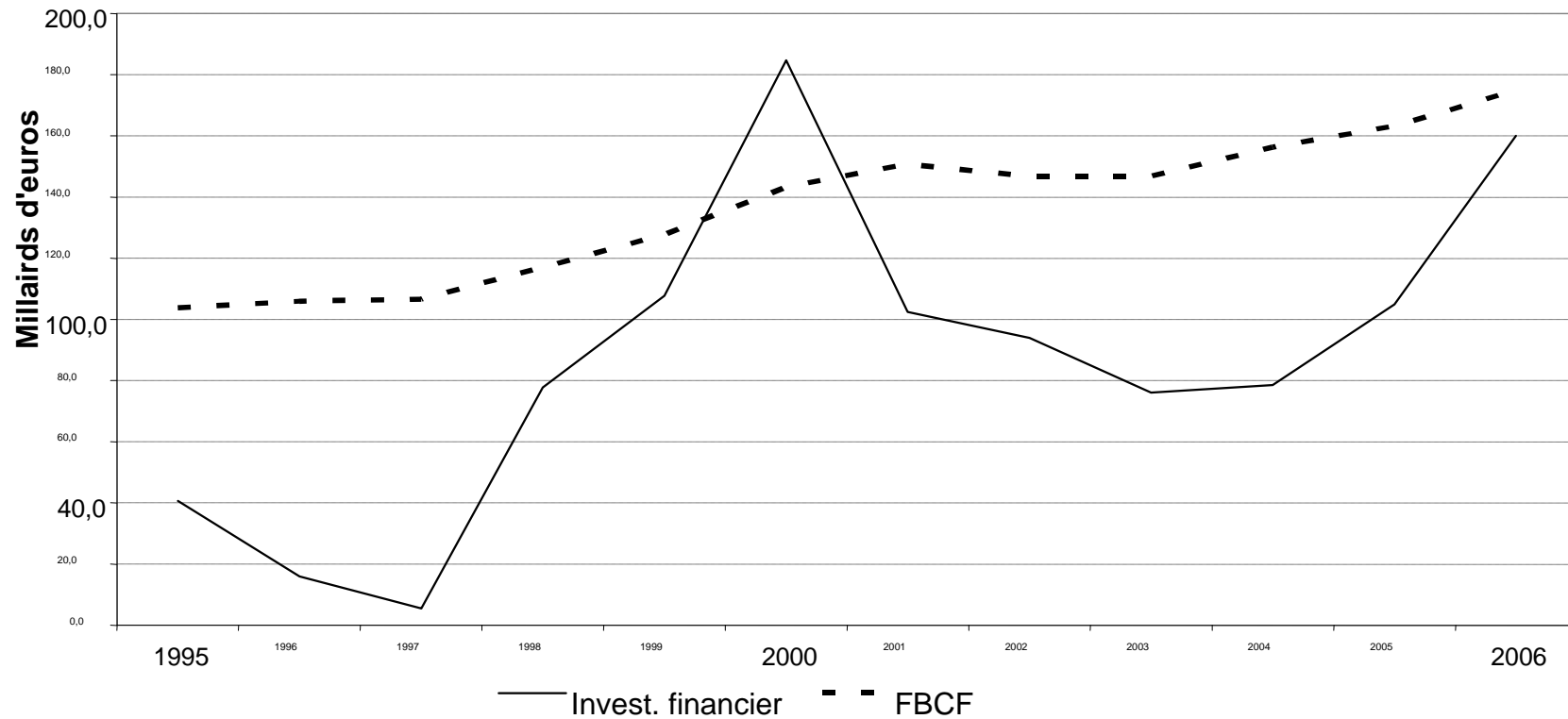
## Un partage secondaire de la valeur ajoutée au bénéfice des détenteurs de capitaux... (2/2)

Dividendes versés aux actionnaires en % de VA



# De la financiarisation (1/3)

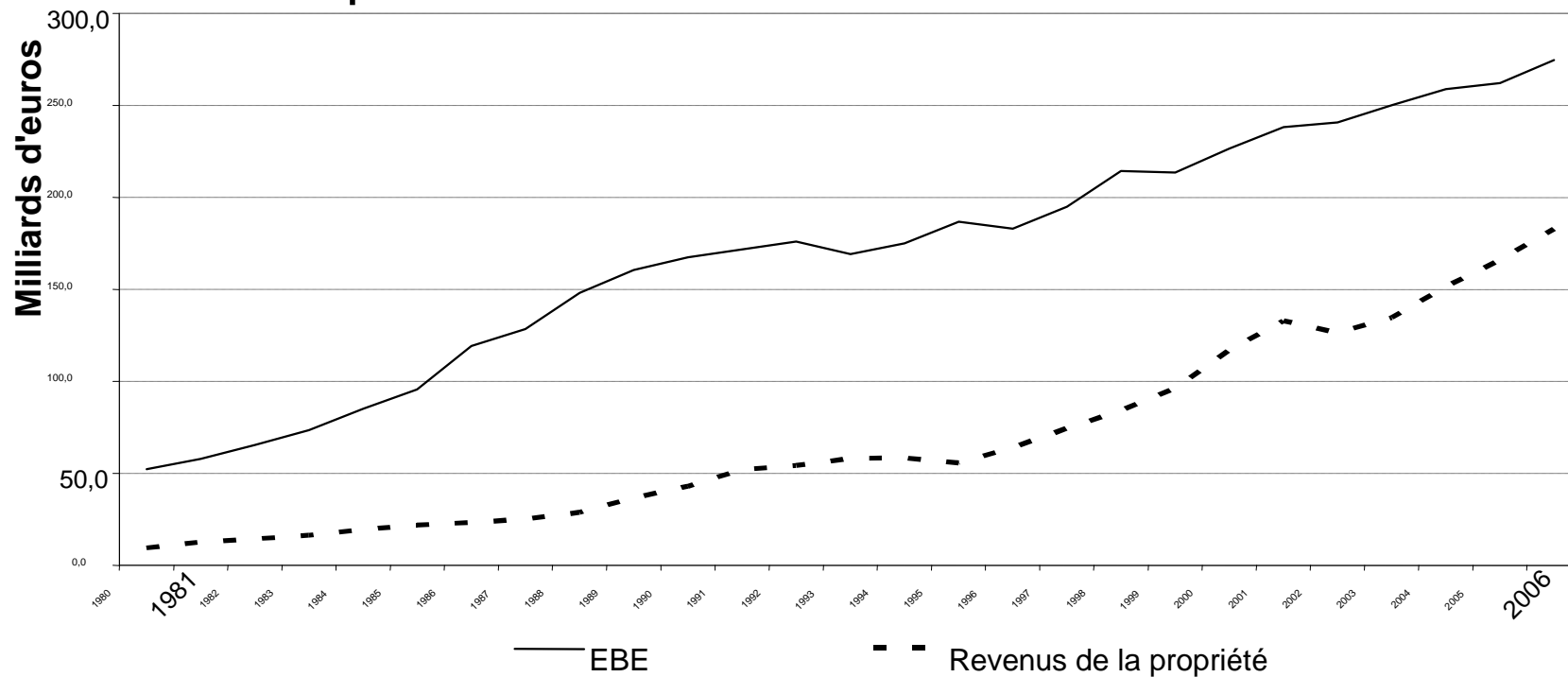
## ■ FBCF et investissements financiers des entreprises





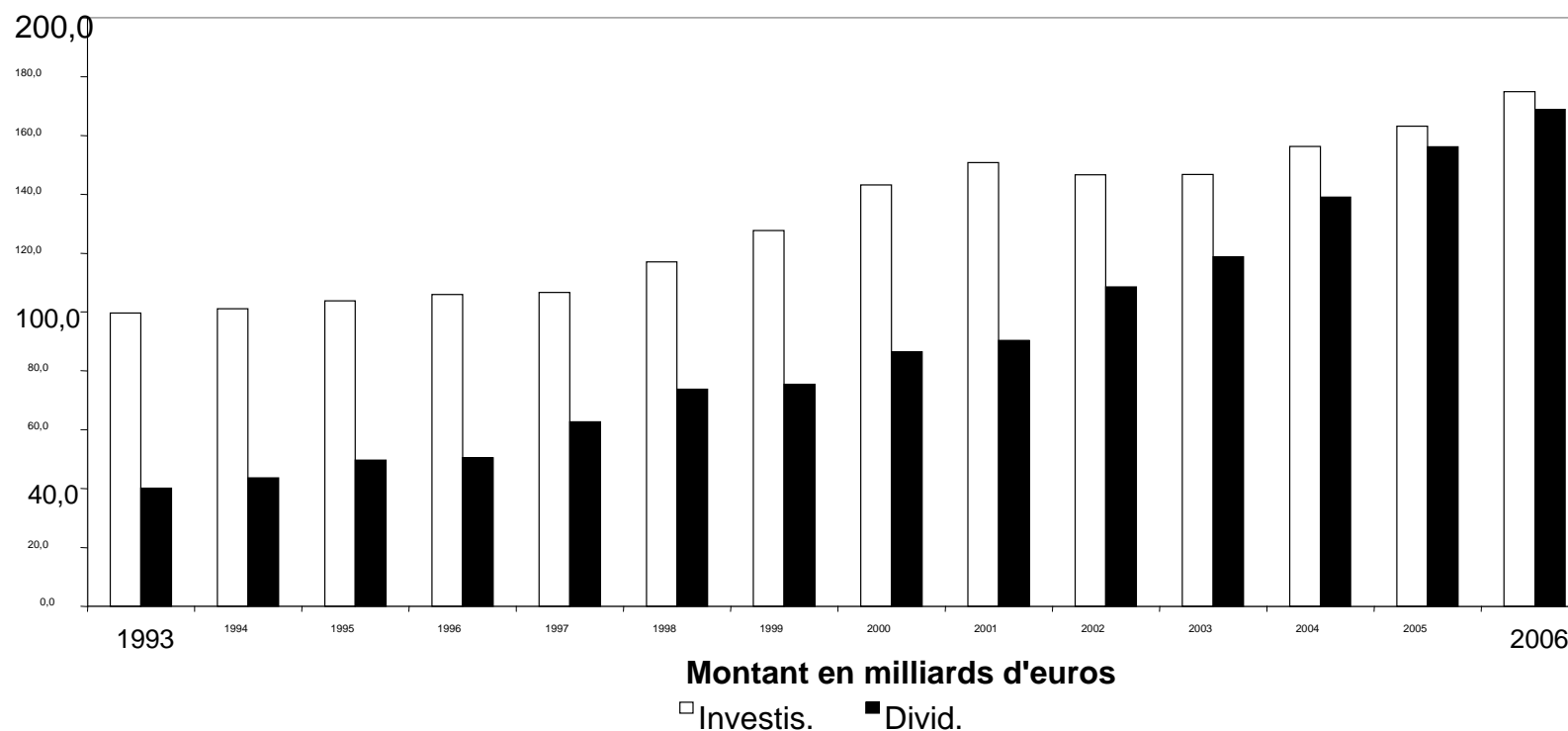
# De la financiarisation (2/3)

- EBE et revenu de la propriété perçu par les entreprises



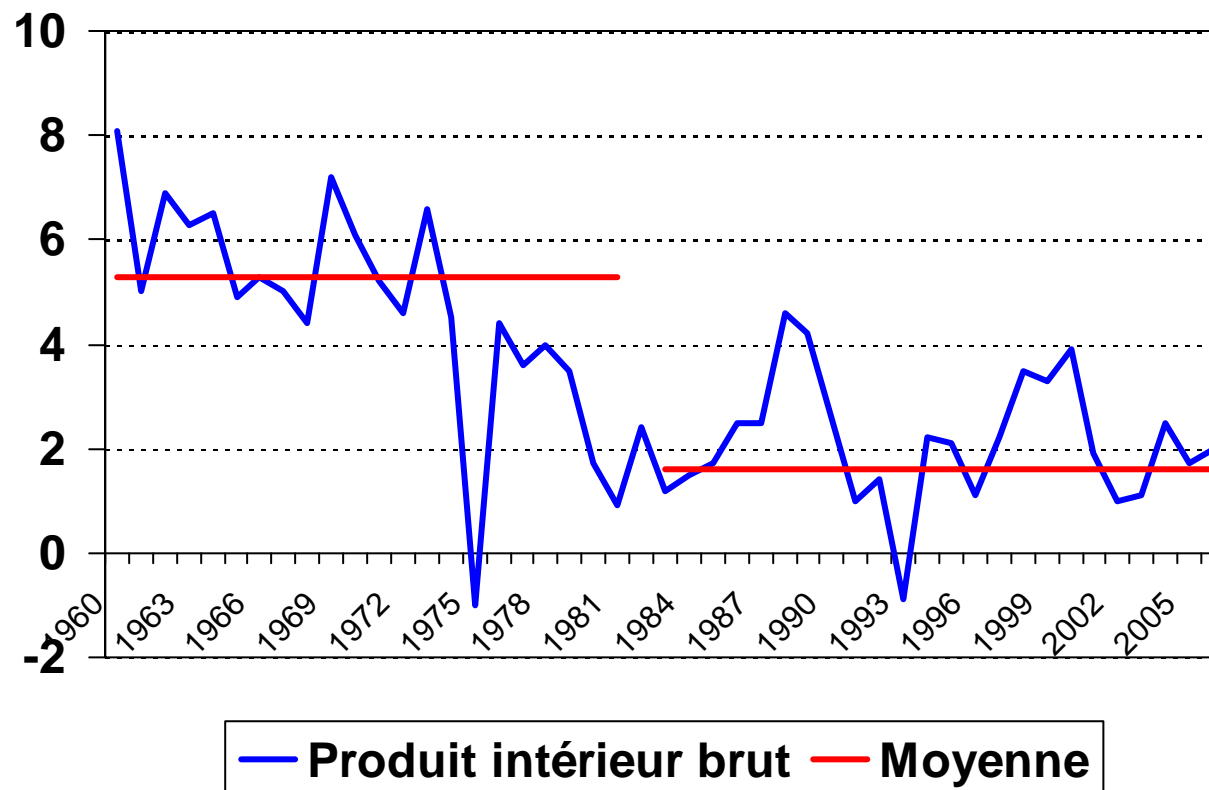
# De la financiarisation (3/3)

- Investissement des entreprises et dividendes distribués



# Ces évolutions ne favorisent pas la croissance économique

Taux de croissance annuelle en %





# Causes possibles (1)

---

## **Choix de gestion des entreprises**

- Place prépondérante des actionnaires et gestionnaires
- Opinion des autres parties-prenantes (salariés, population via élus locaux) négligée (cf. débats autour de la RSE)



# Causes possibles (2)

---

## Responsabilité de la puissance publique (1)

- Choix macroéconomiques
  - Politique budgétaire
    - Recettes, surtout la fiscalité (cf. « paquet fiscal », « bouclier fiscal »...)
    - Dépenses:
      - charges d'intérêt de la dette
      - exonérations et d'aide: Niches fiscales, aide aux entreprises (65 milliards d'euros en 2005, derniers chiffres globaux disponibles)
  - Politique monétaire:
    - Stabilité des prix
  - Politique de change



## Causes possibles (2)

---

### **Responsabilité de la puissance publique (2)**

- Absence d'une vision de long terme
  - politique industrielle
  - politique de recherche
    - Crédit d'impôt recherche
    - Faiblesse de l'effort des entreprises
  - Privatisation



## Causes possibles (3)

---

### **Tissu productif**

- Faible coopération entre les secteurs publics et privés
- Faible relations entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée...
- Rapports déséquilibrés entre donneurs d'ordre et sous-traitants



## Causes possibles (4)

---

### **Rôle du système financier et notamment du système bancaire**

- Accès des PME
- Mauvaise utilisation des crédits bancaires



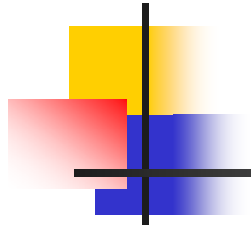


## Causes possibles (5)

---

### **La qualification des travailleurs et sa reconnaissance**

- Insuffisance des qualifications
- Reconnaissance des qualifications notamment dans les salaires



---

Quelles réponses possibles?



# Améliorer la concertation

---

- Mieux consulter les parties-prenantes, et notamment les salariés, pour les choix d'investissement
  - En France
  - À destination de l'étranger
    - Droits des CE, CE européens et des comités de groupes
    - Rôle des administrateurs salariés
      - Cf. La représentation des salariés actionnaires
    - Rôle du syndicalisme européen et international



# Investir dans l'immatériel

---

- Faire de l'éducation et de la formation tout au long de la vie une véritable priorité
  - Sécurité sociale professionnelle plutôt qu'individualisation
- Accroître le potentiel de recherche
- Établir une véritable politique industrielle et de recherche



# Consolider le tissu productif

---

- Etablir un meilleur équilibre dans les relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants
- Faciliter l'accès des PME aux crédits bancaires
- Réduire les délais de paiement dans les transactions commerciales
- S'opposer aux privatisations
  - Cf. débats sur les « fonds souverains »



# Réduire le poids de l'exigence de rentabilité

---

- Inciter les banques à mieux orienter les crédits vers l'investissement productif
- Repenser les présentations comptables :
  - Réinstaurer la référence aux coûts historiques ;
  - Ne pas évacuer l'usage du concept de valeur ajoutée ;
  - Clarifier la présentation des bilans sociaux.



# Améliorer le système d'incitation à l'investissement

---

- Améliorer la lisibilité et l'efficacité du système
  - Soumettre chaque mesure à une évaluation (avant et après sa mise en œuvre) ;
  - Procéder régulièrement à une évaluation de l'ensemble du système pour en mesurer l'efficacité et la cohérence ;
  - Créer une base de données publique accessible à toutes les parties-prenantes.



# Régulations européenne et mondiale

---

- Encourager de meilleures coordinations
- En Europe
  - Politique monétaire (taux d'intérêt et taux de change)
  - Politique budgétaire
  - Politique industrielle et de recherche...
  - En particulier, harmoniser les assiettes et encadrer les taux d'imposition des sociétés
- Dans le monde
  - Droits sociaux et travail décent
  - Taux de change...